ÉCOLOGIE & TRANSITION · FICHE MESURE

Fin de l'ARENH et souveraineté énergétique

Fin de l'ARENH et souveraineté énergétique : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**−25 Md€**	**+5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +25 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire + décret sortie ARENH + convention pluriannuelle État × EDF + révision code de l'énergie

Résumé

L'**ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique)** oblige EDF depuis 2010 à vendre ~100 TWh/an de son électricité nucléaire à 42 €/MWh à ses concurrents privés (qui la revendent sur le marché avec marge). Coût pour EDF : **~7 Md€/an de manque à gagner**, soit ~35 Md€ cumulés depuis 2015. Cette mesure met fin à l'ARENH au 31 décembre 2025 (échéance actuelle du dispositif), et refonde la souveraineté énergétique française : **contrats de long terme État × industrie stratégique** à prix ferme (35-45 €/MWh), **tarif régulé grand public préservé** (Tarif Bleu EDF étendu et sanctuarisé), **sortie du marché européen de l'électricité pour les particuliers** (protéger contre la volatilité gaz), **EDF renforcée** avec État actionnaire à 100 % (déjà en cours depuis 2023). Coût net 5 ans : **+25 Md€ de recettes récupérées** (EDF redevient contributrice à l'État via dividendes).

Financement

Cette mesure rapporte massivement à l'État. Elle libère EDF et sanctuarise le tarif consommateur.

Recettes et économies annuelles régime croisière :

- Fin ARENH : gain pour EDF ~7 Md€/an, remonté à État via dividendes/impôts = **+5 à +7 Md€/an**
- Dividendes EDF à l'État actionnaire 100 % : **+3 à +5 Md€/an supplémentaires**
- Fin subventions renouvelables surcompensées : **+3 Md€/an**
- Recettes fiscales industrie française (compétitivité retrouvée → activité → IR/cotisations) : **+2 Md€/an**
- **Total recettes annuelles régime croisière : ~13 à 17 Md€/an**

Coûts annuels :

- Coûts transition (négociation Bruxelles, restructuration marché intérieur, adaptation SI EDF) : **−500 M€/an sur 3 ans, puis 0**
- Investissement nouveau nucléaire (part État directe non-couverte par dividendes) : **−1 Md€/an** (financé par emprunts long terme d'État à taux bas)
- Coûts contentieux Bruxelles possible : **−200 M€/an** (provisions pour amendes ou compensations)
- **Total coûts annuels régime croisière : ~1,7 Md€/an**

Net régime croisière : ~+11 à +15 Md€/an

Sur 5 ans :

- Recettes cumulées : ~50 à 65 Md€ (montée en charge — an 1 à 5)
- Coûts cumulés (transition + investissement) : ~10 à 15 Md€
- **Solde net 5 ans : ~+25 Md€** (recettes récupérées majoritaires)

À 15 ans : **~+15-20 Md€/an** en régime de croisière (dividendes EDF + baisse charge dette électricité + retombées industrielles + fin de la dépendance au gaz).

« Le nucléaire français, c'est notre trésor national. Il a été construit par les Français, il doit servir les Français. La rente ARENH a été un scandale — nous l'arrêtons. » Cette mesure est **politiquement forte** (défense EDF + Français) et **économiquement massive** (25 Md€ récupérés sur 5 ans, 75+ Md€ sur 15 ans).

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Notification à Bruxelles de la fin de l'ARENH au 31/12/2025 (date d'échéance naturelle). Sanctuarisation du Tarif Bleu par la loi. Négociation contrats État × industrie stratégique (grandes industries électro-intensives).
- **An 2.** Fin effective de l'ARENH au 1er janvier. Premiers contrats État × industrie signés (aluminium, chimie, ciment). Sortie du marché européen de l'électricité pour les particuliers (négociation avec Bruxelles). Dividendes EDF à l'État renforcés.
- **An 3.** Régime tarif consommateur stabilisé. Bilan par la CRE et la Cour des comptes. Ajustements paramétriques. Investissement EPR2 accéléré. Fin des subventions renouvelables surcompensées.

- **An 4.** Renouvellement des concessions hydrauliques (sanctuarisation). 100 % des foyers résidentiels au Tarif Bleu. Premiers SMR en test.
- **An 5.** Régime de croisière atteint. Bilan complet : évolution facture électricité, compétitivité industrie française, dividendes EDF. Programmation Énergie Nucléaire 2032-2042.

Indicateurs de succès

- Prix moyen électricité facturé aux particuliers (objectif : baisse de 20 % en 5 ans vs 2024).
- Prix moyen électricité pour industrie sous contrat État × Industrie (objectif : 30-45 €/MWh stable).
- Dividendes EDF versés à l'État (objectif : > 5 Md€/an à 5 ans).
- Nombre de contrats État × industrie stratégique signés (objectif : > 200 en 5 ans).
- Part de la production EDF vendue en interne (fin ARENH) (objectif : 100 %).
- Nombre d'EPR2 en chantier ou en service (objectif : 6 lancés en 5 ans).
- Solde budgétaire de la mesure (suivi trimestriel, objectif > +11 Md€/an à 5 ans).

Public cible

Cible directe :

- 30 millions de foyers français consommateurs d'électricité (Tarif Bleu sanctuarisé)
- ~200 000 entreprises industrielles françaises (contrats État × industrie stratégique)
- EDF (170 000 salariés) — renforcée
- Filière nucléaire française (EDF + sous-traitants + Areva/Orano) — ~200 000 emplois directs et indirects
- Concurrents privés d'EDF (Engie, Total, etc.) — fin de la rente ARENH

Cible indirecte :

- L'industrie française — souveraineté énergétique retrouvée, compétitivité vs Allemagne (qui paie ~3× plus cher son électricité depuis Fukushima+Ukraine)
- Contribuables — recettes fiscales via dividendes EDF ~5-8 Md€/an
- Souveraineté nationale — indépendance énergétique effective

Sources

- Loi NOME 2010 — Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité (fondation ARENH) — https://www.legifrance.gouv.fr
- Cour des comptes — Rapport 2023 sur l'ARENH et le marché de l'électricité — https://www.ccomptes.fr
- CRE (Commission de Régulation de l'Énergie) — Rapports annuels — https://www.cre.fr/
- EDF — Rapports annuels d'activité — https://www.edf.fr/
- Corée du Sud — KEPCO (Korea Electric Power Corporation) — https://home.kepco.co.kr/kepco/EN/main.do — Modèle de marché régulé public à 100 %.
- Espagne/Portugal — Dérogation ibérique 2022 (précédent politique) — https://ec.europa.eu/commission/presscorner/
- Norvège — Statnett + régime hydro-tarifaire — https://www.statnett.no/en/
- Traité UE — Article 194 TFUE (compétence partagée énergie) — https://eur-lex.europa.eu/ — Base juridique pour la souveraineté nationale sur les tarifs consommateurs.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/fin-arenh-souverainete-energetique-edf/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.